

http://workingserver/french/news_f/news09_f/tp_r_09feb09_f.htm

Remarques finales du Président

Vous trouverez ci-après mes remarques finales.

- Nous tous qui sommes présents dans cette salle, avons reconnu que la crise économique et financière actuelle posait de graves problèmes à l'Organisation et à l'ensemble des Membres.
- Vous avez tous reconnu la nécessité de mener à bien le PDD afin de contribuer à la résolution des problèmes actuels.
- Vous vous êtes aussi unanimement élevés contre le protectionnisme sous toutes ses formes.
- Je vous ai entendu approuver avec force le présent processus et insister sur la nécessité d'apporter des améliorations dans les rapports ultérieurs.
- J'ai aussi perçu des signaux clairs en faveur de la réalisation de cet exercice de façon régulière à l'avenir.
- Vous avez renforcé la nécessité pour les Membres de présenter des notifications dans les délais voulus.
- Il y a un consensus clair sur la nécessité de faire en sorte que le processus soit transparent et conduit par les Membres.
- Certaines délégations ont clairement remis en question le mandat et le processus. Je prends note de ces préoccupations mais je tiens à rappeler que l'OEPC est le Conseil général réuni pour s'acquitter du mandat spécifique relatif au MEPC. Je voudrais aussi attirer l'attention des Membres sur le paragraphe d) du mandat du MEPC qui dispose que, dans l'intervalle entre les examens individuels de sa politique commerciale, "chaque Membre présentera un rapport succinct lorsque des changements importants seront intervenus dans sa politique commerciale".
- Enfin, vous avez souligné et réaffirmé que cet exercice ne devait pas servir à désigner des coupables, et qu'il n'avait aucun effet juridique sur les droits et obligations des Membres. Il était également sans préjudice des positions de négociation des Membres dans le cadre du Cycle de Doha.

Il est clair que la liste des points essentiels susmentionnés qui ressortent de nos débats d'aujourd'hui n'est pas exhaustive. Toutefois, nous ne devons pas oublier que cette initiative est en pleine évolution, comme on l'a déjà souligné. Je suis certain que nous serons en mesure de trouver une base acceptable, qui donnera satisfaction à tous les Membres de l'OMC, pour la réalisation de cet exercice.

Dans l'ensemble, et compte tenu de ce que j'ai entendu, je conclurai en résumant la situation de la manière suivante:

- i) Cet exercice a été très utile et je crois comprendre que les Membres souhaitent qu'il se répète. Par conséquent, le Directeur général devrait élaborer et distribuer, en temps utile, un rapport actualisé présentant l'évolution de la situation.
- ii) Cet exercice a montré que la principale difficulté consiste à rassembler des

./.

renseignements complets et exacts. Par conséquent, les Membres devraient contribuer au bon déroulement de cet exercice en fournissant volontairement au Secrétariat des renseignements que le Directeur général pourrait inclure dans son rapport.

- iii) Dans le même temps, le Secrétariat devrait distribuer un document énumérant toutes les dispositions en matière de notification et les autres dispositions en matière de transparence existant à l'OMC et dans les Accords de l'OMC, et le Président du Conseil général devrait écrire aux Présidents de tous les Conseils et Comités de l'OMC pour leur demander de tenir des consultations avec les Membres sur les façons d'améliorer le respect des délais de présentation et la complétude des notifications et des autres renseignements relevant de leur domaine de compétence.
- iv) S'agissant du mandat, je tiendrai des consultations avec le Président du Conseil général et avec mon successeur à la présidence de l'OEPC, afin de convenir de la façon la plus efficace de donner suite aux questions de processus, de mandat et de fond qui ont été soulevées aujourd'hui par certaines délégations, en tenant compte des objectifs, de la portée et de la périodicité du mandat.
- v) Je crois aussi que nous devrions inviter les pays accédants à participer à cet exercice avec nous, de façon à ce que nous puissions tous avoir une vue plus complète et plus universelle de l'évolution de la politique commerciale.
- vi) S'agissant de l'assistance aux pays en développement, je demanderai au Secrétariat d'assurer un suivi avec les délégations des pays en développement qui ont besoin d'aide pour mieux évaluer les effets de la crise économique sur leurs intérêts commerciaux.
